

Création d'Israël : le raccourci historique d'Emmanuel Macron

En affirmant que l'État hébreu a été « créé par une décision de l'ONU », le président a commis une confusion historique. Rappel des faits.

Par [François-Guillaume Lorrain](#)

Publié le 16/10/2024 à 18h45



En déclarant qu'« Israël a été créé par une décision de l'ONU », Emmanuel Macron a commis une faute et opéré un raccourci qui l'a conduit à une erreur historique. © Blair Gable / REUTERS

« Israël a été créé par une décision de l'ONU. » La phrase d'Emmanuel Macron a déclenché la riposte de Benjamin Netanyahu, évoquant la première guerre israélo-arabe de 1948, et [la réponse du Crif, qui a parlé d'une « faute historique et politique » du président français](#). Penchons-nous sur l'Histoire en reprenant mot à mot la phrase du chef de l'État.

On peut être surpris, d'abord, par la confusion du président entre les termes « décision » et « résolution ». Il faisait référence à la résolution votée le 29 novembre 1947 par l'Assemblée générale à plus des deux tiers des votants, comme l'exigeaient les statuts de la nouvelle organisation. Cette résolution 181 portait sur [le partage de la Palestine](#) à la suite du rapport remis fin août 1947 d'un comité spécial de l'ONU, créé en avril après le mandat des Britanniques sur la Palestine que Londres, dépassé par la situation et les conflits, avait remis à l'ONU.

Soutiens américain et soviétique

Un futur Israélien avait agi dans l'ombre pour tenter de convaincre le maximum des 56 États composant alors l'assemblée internationale de voter pour un partage de la Palestine en deux États ainsi que l'internationalisation de Jérusalem : Abba Eban. Né en Afrique du Sud, pur produit du judaïsme britannique qui a fait ses études à Cambridge, orateur hors pair, il se démène pour faire pencher la balance. Il est soutenu par les États-Unis, qui entendent remplacer la Grande-Bretagne au Moyen-Orient et s'affirmer comme le protecteur du nouvel État.

Mais les Juifs reçoivent aussi l'appui, plus étonnant en apparence, des Russes, qui s'appêtent à mener une politique antisémite chez eux. C'est sans compter sur leur pragmatisme politique. Puisque les Juifs luttent farouchement contre les Anglais pour les inciter à déguerpir au plus vite, ils affaiblissent le camp occidental à l'heure où la guerre froide a déjà débuté.

Par ailleurs, les Soviétiques espèrent eux aussi tirer leur épingle du jeu au Proche-Orient, et la Tchécoslovaquie sera le principal fournisseur d'armes d'Israël en 1948 lors de la première guerre israélo-arabe. Des armes payées grâce à la tournée de levées des fonds de Golda Meir en Amérique. L'URSS pense alors pouvoir mettre la main sur Israël, où domine la gauche sioniste très liée à un parti stalinien, le Mapam.

Pour que la cause de l'État juif triomphe, les États-Unis ne reculent devant aucun expédient. Ils promettent des prêts très avantageux à des pays tels que Haïti ou les Philippines, qui hésitent. Ils reculent aussi le jour du scrutin à New York au 29 novembre, prétextant Thanksgiving pour gagner du temps et persuader le maximum de votants. La France avait l'intention de s'abstenir, mais Weizmann, qui avait tant fait en 1917 pour obtenir des

Anglais la déclaration Balfour et la promesse d'un foyer national juif, écrit une lettre décisive à Léon Blum :
« La France peut-elle s'abstenir dans un moment qui restera dans l'histoire de l'humanité ? »

Victoire militaire

Cette résolution du 29 novembre 1947 ne crée pas l'État d'Israël : elle assure un statut international à celui-ci et une reconnaissance juridique au futur État, résume l'historien David Elkaïm. Sans cette résolution, rien n'aurait été possible pour Israël, mais, formellement, sa naissance en est très nettement découplée puisqu'il faut attendre le 14 mai 1948 pour que David Ben Gourion proclame l'établissement de l'État. C'est le jour où le dernier soldat britannique se retire du territoire israélien.

À partir d'avril, les forces juives, dans le cadre du plan Daleth, occupent les bâtiments laissés vides par les Britanniques pour mettre en place un proto-État. L'Angleterre refuse de collaborer avec la commission de l'ONU installée pour préparer la constitution des deux gouvernements provisoires, israélien et palestinien. Les combats débutent dans les premiers mois de 1948 et, après des revers initiaux, les sionistes prennent le pas sur les Palestiniens, qui refusent, ainsi que les pays de la Ligue arabe, la résolution 181, mais sont divisés en raison de la personnalité radicale de leur chef, Al-Husseini, l'ancien mufti de Jérusalem.

C'est la prise de possession vitale, le 4 avril, de l'axe entre Tel-Aviv et Jérusalem par la Haganah qui persuade les pays arabes, notamment la Jordanie qui lorgne les territoires palestiniens, de prévoir une attaque après le départ du dernier soldat britannique, le 14 mai.

C'est bien un homme d'État israélien qui proclame la naissance d'Israël, confirmée par la victoire finale des Israéliens, après le cessez-le-feu du 7 janvier 1949. Le plan de partage prévoyait pour les Israéliens 56 % du territoire palestinien. Ils en obtiendront, après les combats, 78 %, ayant récupéré notamment quelques grandes villes initialement prévues pour la Palestine, comme Jaffa.

À l'évidence, Emmanuel Macron a opéré un raccourci, pour ne pas dire un court-circuit, qui l'a conduit à une erreur historique. Cette résolution – et non décision – de l'ONU fut le jalon juridique et international essentiel du processus qui a mené à la création de l'État d'Israël, mais celle-ci ne se résume pas à cette résolution et fut suivie en effet de longs combats pour qu'elle devienne sur le terrain une réalité actée par une décision strictement israélienne.

On voit bien là s'affronter deux conceptions des origines de l'État israélien : une vision internationaliste (Macron) et une vision strictement israélienne (Netanyahou). Comme si Macron avait confondu une condition nécessaire et une condition suffisante.